



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

- M. Laurent Mosar

3. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail
 2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques
- Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Marc Angel
 - Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (dépôt de deux amendements) (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen)

4. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat

5. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail
 2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite)
- Discussion générale (suite): Mme Taina Bofferding, M. Gusty Graas (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Gast Gibéryen), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen)

- Prises de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Alex Bodry
- Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi
- Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg

- Exposé: M. Claude Adam
- Débat: Mme Martine Hansen (intervention de M. Gilles Baum), M. Gilles Baum (intervention de M. Lex Delles), M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. le Ministre Claude Meisch)
- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen)

7. 7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Edy Mertens
- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. André Bauler, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. David Wagner
- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maaachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maaachen huet.

(Négation)

Merci. Dat ass net de Fall.

Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Laurent Mosar fir den Dépôt vun enger Resolutioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, ech froen effektiv d'Wuert, fir hei eng Resolutioun ze déposéieren iwwert de Gel vun de Baitrëtsverhandlung mat der Türkei. De Moien huet d'Europaparlament mat enger riseg grousser Majoritéit, wou all déi grouss Fraktiounen mat ennerschriwwen hunn, de Gel vun deenen EU-Baitrëtsverhandlung gefrot.

An darselwechter Resolutioun gëtt vum Europaparlament d'Solidaritéit vun deenen aneren nationale Parlamenten och ugefrot. A fir direkt dem Europaparlament Satisfaktioun ze ginn, déposéieren ech also elo déi Resolutioun. Dat ass genau deeselwechten Text wéi deen, deen am Europaparlament - wéi gesot vu ganz ville Kolleegen - ugeholl ginn ass.

Ech géif awer proposéieren, Här President, mir géifen déi, wann d'Kolleegen d'accord sinn, an déi zoustänneg Kommissioun renvoyéieren a mir géifen dann a 14 Deeg, an der iwwernächster Woch, eng Kéier driwwer diskutéieren an ofstëmmen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu sa résolution sur la Turquie du 16 novembre 2016;

- vu les récentes déclarations des autorités turques à l'égard de l'Union européenne et de ses autorités;

- vu la résolution sur la Turquie du Parlement européen du 24 novembre 2016 à laquelle la Chambre des Députés se rallie par la présente;

- vu les résolutions précédentes du Parlement européen, et notamment celle du 27 octobre 2016 sur la situation des journalistes en Turquie et celle du 14 avril 2016 sur le rapport 2015 sur la Turquie;

- vu le rapport annuel de 2016 sur la Turquie, publié par la Commission le 9 novembre 2016 (SWD(2016)0366);

- vu le cadre de négociation de l'Union européenne avec la Turquie du 3 octobre 2005;

- vu les conclusions du Conseil du 18 juillet 2016 sur la Turquie;

- vu le règlement (UE) n°231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II);

- vu le droit à la liberté d'expression consacré dans la convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et le pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auxquels la Turquie est partie;

- vu les mémorandums du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe;

- vu la déclaration du 26 juillet 2016 du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie;

- considérant que l'Union européenne et le Parlement européen ont fermement condamné le coup d'État militaire manqué en Turquie et reconnu la compétence légitime des autorités turques pour traduire en justice les responsables et les complices de la tentative de coup d'État;

- considérant que la Turquie est un partenaire important et devrait, en tant que pays candidat, respecter les normes les plus élevées de la démocratie, y compris les droits de l'homme, l'État de droit, les libertés fondamentales et le droit à un procès équitable; que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe depuis 1950 et qu'elle est dès lors liée par la CEDH;

- considérant que les mesures répressives prises par le Gouvernement turc dans le cadre de l'état d'urgence sont disproportionnées, attentent aux droits et libertés fondamentaux consacrés dans la Constitution turque, portent atteinte aux valeurs démocratiques fondamentales de l'Union européenne et enfreignent le PIDCP; que, depuis la tentative de coup d'État, les autorités ont arrêté dix membres de la Grande assemblée nationale de Turquie appartenant au parti d'opposition HDP et quelque 150 journalistes (soit le plus grand nombre d'arrestations de ce type dans le monde); que 2.386 magistrats et 40.000 autres personnes ont été emprisonnés et que plus de 31.000 d'entre elles demeurent sous le coup d'un mandat d'arrêt; que, d'après le rapport de 2016 de la Commission sur la Turquie, 129.000 fonctionnaires ont été suspendus (66.000) ou licenciés (63.000), pour la plupart sans aucun chef d'accusation à ce jour;

- considérant que le Président Erdoğan et des membres du Gouvernement turc ont fait plusieurs déclarations sur le rétablissement de la peine de mort; que le Conseil, dans ses conclusions du 18 juillet 2016 sur la Turquie, a rappelé que le rejet

sans équivoque de la peine de mort constitue un élément essentiel de l'acquis de l'Union;

- considérant les fortes préoccupations soulevées concernant les conditions de détention des personnes arrêtées après la tentative de coup d'État et concernant les restrictions sévères imposées à la liberté d'expression et à la presse et aux médias en Turquie;

- considérant que le point 5 du cadre de négociation dispose qu'en cas de violation grave et persistante, en Turquie, des principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que l'État de droit sur lesquels l'Union est fondée, la Commission, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers des États membres, recommandera la suspension des négociations et proposera les conditions à remplir pour qu'elles soient reprises;

- considérant qu'une interruption temporaire des négociations entraînerait le gel des discussions en cours, rendrait impossible l'ouverture de nouveaux chapitres et empêcherait toute nouvelle initiative relative au cadre de négociation de l'Union avec la Turquie,

1. condamne fermement les mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016; réaffirme son engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'Union européenne; se rallie à la résolution du Parlement européen qui invite la Commission et les États membres à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie;

2. s'engage à revoir sa position une fois que les mesures disproportionnées prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie auront été levées; examinera, à cet effet, si l'État de droit et les droits de l'homme ont été rétablis dans l'ensemble du pays; estime qu'il serait opportun de procéder à cette révision lorsque l'état d'urgence sera levé;

3. rappelle que le rétablissement de la peine capitale par le Gouvernement turc devrait entraîner une suspension officielle du processus d'adhésion;

4. relève qu'à ce jour, la Turquie ne remplit pas 7 des 72 critères fixés dans la feuille de route sur la libéralisation du régime des visas, dont certains revêtent une importance particulière;

5. relève que la Turquie attache de l'importance à la modernisation de l'union douanière; souligne que la suspension des travaux sur la modernisation de l'union douanière aurait de graves conséquences économiques pour le pays; se déclare vivement préoccupée par les déclarations remettant en cause le traité de Lausanne, qui fixe les frontières de la Turquie moderne et qui a contribué à préserver la paix et la stabilité dans la région pendant près d'un siècle;

6. se rallie à l'invitation du Parlement européen demandant à la Commission de prendre en compte, dans son rapport d'évaluation à mi-par-

cours de l'IAP, dont la publication est prévue en 2017, les derniers événements survenus en Turquie; se fait sienne également l'invitation du Parlement européen demandant à la Commission d'examiner la possibilité d'accroître le soutien à la société civile turque grâce à l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme;

7. se rallie à l'encouragement du Parlement européen à la Commission européenne, au Conseil de l'Europe et à la Commission de Venise à offrir une assistance judiciaire supplémentaire aux autorités turques;

8. souligne l'importance stratégique des relations entre la Turquie et l'Union européenne pour les deux parties; reconnaît que, même si la Turquie est un partenaire important de l'Union, la volonté politique de coopérer doit venir des deux parties au partenariat; estime que la Turquie ne fait pas montre de cette volonté politique, et que les mesures gouvernementales ne font qu'éloigner la Turquie de la voie européenne.

(s.) Laurent Mosar.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech mengen, dass dat e ganz vernünftege Virschlag ass. An da maache mer dat esou. Merci.

Da géife mer zum éischte Punkt vun eisem normalen Ordre du jour iwwergeen. Dat ass de Projet de loi 6892, eng Ofännerung vum Code du travail a vum Parteiefinanzierungsgesetz a fir d'Schafung vun enger sougenannter Geschlechterquot. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Marc Angel.

3. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befaassen ons haut hei mat deem wichtegste Gesetz, dat vun der Madamm Lydia Mutsch an hirer Föntioun als Chancëgläichheetsministesch an dëser Legislaturperiod virgeluecht ginn ass. Dëst Gesetz soll d'Gläichstellung vun de Geschlechter op verschiddenen Niveaue garantéieren. Dëse Projet huet zwee Haaptsujeten: éischstens d'Aféierung vun enger Quot vu 40% op de Wahllëscht fir d'Chamberswahlen, 50% fir d'Europawahlen, an zweetens d'Festschreiwung vun der Egalité des salaires am Code du travail.

Ech wäert a menger Ried nach op den Detail vun dësen zwee Voleten ze schwätze kommen. Mä fir d'Éischt wëll ech e puer Wuert soen, wéi



mer an der Kommissioun geschafft hunn, an der Commission de l'Égalité des chances an och an der Commission du Travail. An ech wëll der Presidentin Cécile Hemmen villmools Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi mer konnten an der Kommissioun maachen.

De Fait, dass mer an deemem Gesetzesprojet zwee Volete behandelen, huet natierlech zu Kontroverse gefouert, op déi ech kuerz wëll agoen. De Projet de loi gouf vun der Madamm Ministesch Lydia Mutsch am Oktober 2015 déposéiert, nodeems - an dat fannen ech ganz positiv - mer am Virfeld an der Chancëgläichheetskommissioun den Avant-projet de loi scho presentéiert kritt haten an och mat der Ministesch konnten diskutéieren.

D'CSV ass net domat averstane gewiescht, dass dës zwee Voleten zesummegehéieren, well se alle béid zur Gläichberechtigung vun de Geschlechter bäidroen. An dofir solle se och zesummebleiwen. An dofir ass et och gutt, dass mer se zesumme behandelt hunn.

Allerdéngs ass d'Majoritéit der Meenung, dass dës zwee Voleten zesummegehéieren, well se alle béid zur Gläichberechtigung vun de Geschlechter bäidroen. An dofir solle se och zesummebleiwen. An dofir ass et och gutt, dass mer se zesumme behandelt hunn.

Allerdéngs gouf de Projet pour avis un d'Commission du Travail geschéckt, déi zum Volet vun der Égalité des salaires hiren Avis den 22. Juni dës Joer ugeholl an un d'Chancëgläichheetskommissioun geschéckt huet.

Den 28. Abrëll hu mer dunn an der Chancëgläichheetskommissioun den éischten Avis vum Statsrot analyséiert an ons virun allem mam Deel Quote beschäftegt. Wéi mer dunn den Avis vun eise Kolleegen aus der Commission du Travail bis haten, hu mer dësen den 28. Juni diskutéiert an déi Propositionen, déi ons Kolleginnen a Kolleegen hei gemaach hunn, sinn och unanime als Amendementer ugeholl ginn.

Ech wëll och dofir op dëser Plaz dem President vun der Commission du Travail, dem Goerges Engel, an alle Kolleginnen a Kolleegen aus där Commission du Travail nach emol Merci soe fir hir gutt Zesummenaarbecht op deemem Projet, déi et ons erlaabt huet, vun hirer Expertise ze profitéieren.

An där nämlecher Sëtzung hu mer awer och d'Amendementer, déi du vun der CSV zu de Quote proposéiert goufen, ofgeleent. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Spriecherin vun der CSV herno nach am Detail op hir Virstellunge wëllt agoen, soudass ech dat hei net wëll maachen.

D'Ministesch huet awer ganz kloer op d'Propose vun der CSV geäntwert an huet an der Sitzung vum 28. Juni 2016 gesot, dass d'Regierung ganz bewosst an hirem Programme gouvernemental festgeschriwwen huet, dass se an deemem Kontext net d'Wahlgesez änneren wëllt, mä d'Parteifinanzierungsgesetz. Si huet och ganz kloer gesot, dass et sech hei ëm e Choix politique handelt. An et ass laut Ministesch och besser, dass een e Gesetz respektéiert, dass e Gesetz muss respektéiert ginn, an deem Sanktioun sinn, an dass ee sech da muss drun halen. Et wär e schlecht Signal, enger Partei eng Belounung ze ginn, wa se sech un d'Gesetz hält. Dofir ass d'Regierung och net a Richtung Bonussystem gaangen, wéi dat vun der CSV virgeschloe gouf.

Nodeems de Statsrot dunn am Oktober säin Avis complémentaire erausginn huet, hate mer nach zwou Sëtzungen: den 8., wou mer deen Avis analyséiert hunn, an de 17. November, wou mer du schlussendlech mäi schrëftleche Rapport ugeholl hunn.

Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleginnen a Kolleegen, ech wollt elo op deen eigentlechen Inhalt vun deemem Gesetz ze schwätze kommen. Dës Gesetz ass e wichtige Meilesteen um Wee hin zu méi Gläichberechtigung. Et ass awer selbstverständlech net isoléiert ze betruechten, mä et reit sech an an eng ganz Serie vun Aktiounen, déi mer am Beräich vun der Chancëgläichheet ënnerhuelen, fir d'Gläichberechtigung an der Politik an am Berufsliewen ze féieren. All dës Aktiounen fannt Dir an der Ministesch hirem Plan d'action pour l'égalité des femmes et des hommes zesummegefaasst, deen tëschent 2015 an 2018 ëmgesat soll ginn.

Mat deemem Gesetz wëlle mer niewent de Quoten op de Wahllëschten an der Égalité des chances (veuillez lire: Égalité des salaires) awer och nach eng Rei aner Dispositiounen aus deem genannten Aktionsplang ëmsetzen.

Esou gëtt d'Ufro vum engem Subsid fir Firmen, déi gezielt Leit vum an hirem Domän ënnerrepräsentéierte Geschlecht astellen, vereinfacht. Allerdéngs gi gläichzäiteg och d'Kritären, fir vun deemem Subsid kënnen ze profitéieren, méi streng. Sou kënnen mer gläichzäiteg eng Simplification administrative duerchféieren an

awer och Abusen op där anerer Säit besser verhënneren.

A selbstverständlech gëtt vun dëse Firmen och verlaangt, dass si sech un de Prinzip vun der Égalité des salaires halen, wa si dës Subsid wëlle kréien.

D'Simplification administrative, déi mer hei ëmsetzen, gëtt am lwwrege souwuel vun der Chambre de Commerce wéi och vum Comité du travail féminin begrësst. Dës ass sécherlech dee klengsten an am mannsten Opmierksamkeet erreegenden Deel vum Projet, mä e wäert awer an der Realitéit um Terrain an de Betriber zu konkrete positive Verännerungen an och Verbesserung feieren.

Ee vun den zwee Haaptvolete vum Gesetz betrëfft dann awer d'Égalité des salaires. Statistesch gesi läit den Ënnerschied tëschent dem Akommes vu Fraen an deem vun de Männer zu Lëtzebuerg haut bei 8%. Dësen Écart huet eng Rei vu Grënn, déi oft ganz enk matenee verknëppt sinn. Sou schaffe vill Fraen och haut nach ëmmer a Beruffer, déi manner gutt bezuelt gi wéi traditionell Männerberuffer.

Dës ass ënner anerem de Fall, well mer ëmmer nach dozou tendéieren,...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- ...well mer nach ëmmer dozou tendéieren, hir Kompetenzen als manner wichteg unzegesinn an dofir och manner gutt ze rémunéréieren.

Da sinn et och haut nach ëmmer majoritär d'Fraen, déi, wa se Kanner kréien, de Congé parental huelen an duerno nëmmen nach Deelzäit oder guer net méi schaffen. Schlisslech steigen d'Fraen och méi seele bis an déi ganz héich Ämter vun de Berufscarriären erop.

Schlussendlech gëtt et awer nach ëmmer Fäll, wou Frae fir genau déiselwecht Aarbecht, déi hire männleche Kolleeg leescht, ganz einfach manner gutt bezuelt ginn. Et ass ganz kloer, dass mir allegueren déi Facteuren do mussen ugoen, wa mer den Écart weider verréngere wëllen. A mir hunn an där Hisiicht jo och scho viles gemaach.

Mat deemem Gesetz geet et drëms, dee Cas de figure ganz gezielt ze attackéieren, wou eng Fra fir déi nämlech Aarbecht op där nämlecher Plaz manner Sue verdéngt.

Ech wëll drun erënneren, dass dës Propos net nei ass, well si berout op enger Proposition de loi vun 2013 vum LSAP-Deputéierte Lucien Lux. Hien hat se deemools déposéiert an d'Kollegin Cécile Hemmen hat se 2014 iwwerholl.

De Prinzip vun der Égalité des salaires ass och net nei, weder am europäeschen nach am lëtzebuergesche Recht. Säit 2006...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, lauschtert dem Rapporteur no!

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Säit 2006 hu mer dës an der Constitutioun verankert. An ech zitieren: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.»

Am Moment ass d'Égalité des salaires per Règlement grand-ducal geregelt. Et geet also elo drëm, esou wéi dat och am Regierungsprogramm vun onser Regierung festgehal gouf, d'Égalité des salaires an d'Gesetz anzuschreiben an och Sanktiounen méi konkret festzelleen.

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, d'Häerzstéck vun deemem Gesetz an den eigentlechen Novum, dee mer domadder an ons Lëtzeburger Politik aféieren, betrëfft awer de Volet vun de Quoten. Et ass dës e wichtige Schratt no vir, fir eng Gläichstellung vu Mann a Fra och an der politescher Representatioun ze erreechen. Dës Gesetz gesäit vir, dass eng Geschlechterquot vu 40% fir Nationalwahlen festgeluecht gëtt. Bei den Europawahlen, wou Lëtzebuerg sechs Memberen, sechs Leit wíelt, ass d'Quot 50%, also dräi Männer an dräi Fraen op de Lëschten. Virgesinn ass, dass d'Parteien finanziell gestrooft ginn, wa si dës Quot net anhalen.

Dës ass iwwregens eng progressiv Strof. Dat heescht, dass, wat ee sech méi wäit vun deene 40% respektiv 50% entfernt, wat d'Strof méi héich ausfällt. Dës Quoteregulung wäert scho fir déi nächst Wahle gëllen. Allerdéngs wäerten hei d'finanziell Strofen, sollt eng Partei de Quorum net erreechen, nach manner héich ausfallen. Esou sollten all politesch Parteien genuch Zäit hunn, fir sech ëmzestellen.

Mir setzen domat also e wichtige Punkt aus dem Regierungsaccord eent zu eent ëm, fir d'Paritéit an der Lëtzeburger Politik ze verbesseren. An dës ass och batter néideg: Wa mer eis haut hei zu Lëtzebuerg an der Politik ëmkucken, wa mer ons heibannen an der

Chamber ëmkucken, da muss mer feststellen, dass mer nach wäit vun der politescher Paritéit ewech sinn. Nëmmen 28% vun onsen Deputéierten heibanne si Fraen. An och an der Regierung hu mer nach ëmmer méi Ministere wéi Ministesch.

Fir dës Situatioun ze änneren, sinn, mengen ech, d'Quoten e wichteg Hëllefsmittel. D'Erfahrung aus eisen europäesche Partnerlänner, besonnesch deene skandinavische Länner, déi Quoten an der Vergaangenheet agefouert hunn a se haut iwwerhaupt net méi brauchen, beweisen, dass dës effektiv zu engem Wandel féieren. Et waren och dës Länner, déi déi gréisste Fortschritter hin zu enger gläichberechtigter Representatioun an der Politik gemaach hunn.

D'Realitéit beweist och, dass d'Quoten en effikas Mittel sinn, fir méi Fraen an der Politik ze etabléieren. Quote sinn nämlech eng Méiglechkeet, fir d'Mentalitéit an de Käpp vun de Leit, an do schléissen ech och d'Politiker mat an, ze veränneren.

Wann déi besteeend Kaderen an der Politik aktiv dozou „gezwonge ginn“, kann ech bal soen, Kandidatinnen ze fannen, da ginn dës och éischter opgebaut an op hirem Wee ënerstëtzt, en Effort, dee soss vläicht net vun alle Parteien ënnerholl gëtt. Wa Frae bis zu genuch an der Politik sinn, da spille Quoten och net méi wierklech eng Roll, well dann déi Fraen, déi do sinn, als Virbiller dëngen an d'Interessen och vu jonke Frae kënnen féieren.

Fraen an der Politik si jo kee Selbstzweck, mä och hei weist d'Realitéit, firwat dass et wichteg ass, d'Paritéit unzestriewen. Gewielte Fraen a Ministesche setze sech meeshtens méi staark derfir an, eng fraefrëndlech Politik duerchzusetzen. Dës Politik erméiglecht et dann am Géigenzuch och nach méi engem groussen Undeel u Fraen, sech aktiv un der Politik ze bedeelegen. D'Quote limitéieren och net de Choix vum Wieler. Am Contraire! Dës kritt do duerch e méi équilibréierte Choix u Kandidaten presentéiert.

An enger TNS ILReS-Ëmfro, déi mer an der Kommissioun beschwat hunn, sote 47% vun de befroete Fraen, fir si perséinlech kéim kee politesch Engagement a Fro. Wa mer dat elo ëmdréien, ëmgedréit heescht dat, dass sech 53% vun de Fraen esou en Engagement awer duerchaus virstelle kënnen. An awer bleiwe si haut op eise Wielerlëschten an op de politesche Posten ënnerrepräsentéiert.

Mir gesinn dowéinst d'Quote schlussendlech och net als diskriminatoresch, well si just hëllefen, eng bis haut bestoend strukturell Diskriminatioon ofzebauen. Et gëtt evidenterweis genau vill intelligent, kompetent a motivéiert Fraen, fir an d'Politik ze goen, ewéi Männer. Et brauch also keen ze fäerten, dass duerch dës Gesetz e kompetente Mann duerch eng inkompetent Fra ersat gëtt, well et gëtt nämlech vill a genuch kompetent Fraen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord fir d'LSAP-Fraktioun zu deemem Gesetz. Merci villmools.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Da wäerte mer zweemol den Accord kréien.

(Hilarité et interruption)

Merci. Mä zweemol ass besser wéi keng kéier. D'Wuert huet elo direkt d'Madamm Sylvie Andrich-Duval fir d'CSV. Här Rapporteur, sëtzt lech elo wann ech gelift! Ech hunn opgepasst, dass net derzwëschegeschat gëtt, da sidd Dir och fein!

Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Merci, Här President. D'Gläichheet zwësche Mann a Fra op der Aarbecht, gläiche Loun fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht missten eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn, Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen. Mä och wann dee sougenannten „pay gap“, also d'Differenz op der Moyenne vum Bruttostonneloun tëschent Männer a Fraen, mat de Jore konstant erofgaangen ass, verdéngen d'Fraen hei zu Lëtzebuerg, laut Eurostat, nach ëmmer 8,6% manner wéi d'Männer. 2002 louch mer nach bei 19% Differenz. Par rapport zu der europäescher Moyenne vu 16,3% sti mer do op der fënneftbeschter Plaz eigentlech net esou schlecht do.

De leschte Mount huet de Stater säin neie Rapport zur Gehälterstruktur presentéiert. An doraus erschléisst sech, dass net nëmmen de Schoulofloss an d'Ausbildung den Ausschlag gi fir d'Héicht vun der Pai, mä och d'Geschlecht. Fir d'Zweet ass och d'Fonction publique do mat dran. Doduerch kommen d'Fraen 2014 bei enger voller Tache an der Moyenne vum Joresgehalt gekuckt „nëmmen“ op 6,1% manner wéi d'Männer. Am Joer 2014 hunn d'Männer am Privatsecteur awer 10%

méi verdéngt wéi d'Fraen. Besonnesch krass ass de Gehaltsënnerschied bei Fraen aus Drëttlänner.

Bei der Fonction publique, also den Administratiounen an dem Enseignement, ass d'Loun-gläichheet schonn am Statut verankert. Si steet positiv do a kippt et licht an de Géigendeel, well d'Fraen hunn am Duerchschnëtt 2% méi verdéngt wéi hir männlech Kolleegen. Si besetzen awer, muss ee soen, verstärkt méi héich diploméiert Posten, besonnesch am Enseignement. Do stellen och d'Fraen 48% vun den Ugestallte géintwuer vum 38% am Privatsecteur.

Fir d'CSV sinn déi bleiwend Ongläichheeten inakzeptabel. Dës Ongläichheete bestinn awer,

- obschonn laut Stater d'Beruffstätégkeet vun de Frae stänneg eropgeet an 2014 bei 65% louch, géintwuer vum 78% bei de Männer,

- obscho 55% vun de Fraen tëschent 30 a 34 Joer en Héichschoulofloss virweisen, géint 50% bei de Männer,

- obschonn et zënter 1974 reglementaresch Moosnamen zu Lëtzebuerg gëtt iwwert d'Gläichheet vun der Pai vu Mann a Fra an d'Gläichbehandlung op der Aarbecht,

- obschonn d'Aarbechtsrecht zum Beispill zënter 2004 virgesäit, dass an all Kollektivvertrag de Prinzip vun der gläicher Behandlung vu Fra a Mann muss drastoen, dës allerdéngs ouni Obligation de résultat, dat heescht, kee Patron ass gezwongen, fir a sengem Betrieb konkret Aktiounen mussen ze maachen,

- obschonn och d'Sozialpartner zum Beispill zënter 2009 en Accord ofgeschloss hunn iwwert d'Gläichheet tëschent Mann a Fra mat enger Rei vu konkreten Objektiver.

Mä et muss ee soen, mir verdanken et gréisstendeels den Initiative vun der Europäescher an internationaler Gemeinschaft, dass op deem Gebitt Fortschritter koumen. D'Loun-diskriminierung ass awer en fait méi grouss, well wa mer d'Differenz um Gesamtverdéngscht kucken, dat heescht manner Stonneloun, méi Deelzäitarbecht, méi Ënnerbriechungen an der Berufscarrière, kënnt Lëtzebuerg laut Eurostat op en „gap“ vun 38,4% bei enger EU-Moyenne vun 41%.

Firwat hunn d'Fraen eng aner Positioun an där Aarbechtswelt wéi d'Männer? D'Meedercher wéi weiderhin, zënter Joren, déiselwecht berufflech Weer. Et besteet eng Ofënnerung a bestëmmte Berufssecteuren. Wéi eng sinn dat? D'Restauratioun, de Botzsecteur, de Gesondheets- a Fleegeberäich, de Büroberäich an den Handel, ënner anerem an der Vente oder bei der Keess. Och am Enseignement an an der Magistratur sti mat iwwer 60% an der Fonction publique Fraen op de Posten.

Frae sinn nach ëmmer a ville méi techneschen a wëssenschaftleche Beruffer ënnerrepräsentéiert. Sou fënnt ee kaum eng Fra als Bauaarbechterin, Mechanikerin oder Chauffeur, zwar schonn e bësse méi bei den Ingenieuren oder Informatiker. D'Frae sinn och méi oft a Beruffer mat manner Qualifikatiounen an op prekären Aarbechtsplazen an eben och manner gutt bezuelt. An der Moyenne kréie 17% vun de Fraen de Mindestloun géint 9% vun de Männer. An d'Diskriminatioon besteet doran, dass deene méi typesche Fraeberuffer net deeselwechte Wäert zougemooss gëtt wéi bei de Männerberuffer, bedéngt duerch gesellschaftlech Stereotypen. An enger an darselwechter Spart gëtt et Fäll, wou de Mann besser bezuelt gëtt wéi eng Fra.

Wann och am Ufank vun der Berufscarrière déi jonk Fraen net esou schlecht dostinn duerch hir héich Schoulofloss, geet d'Lounschéier mam Alter daitlech auserneen, zugonschte vun de Männer, well d'Fraen ënnerbriechen hir Berufscarrière deels oder ganz weinst der Kannererzierung, ob dat Fonction publique oder ob dat Privatsecteur ass. Esou sëtze si laut Eurostat 2016 zu 36% op Deelzäitposte géintwuer 6,2% bei de Männer.

D'Haushaltsaarbecht, d'Kannererzierung an d'Fleeg vun den eelere Leit, déi sougenannten „Care-Aarbecht“, ass nach ëmmer Fraesaach. An der Moyenne maachen dat véier Stonne pro Dag aus, also zweemol méi wéi dat bei de Männer de Fall ass, an dat obschonn de Stat an de vergaangene Jore vill Ustrengunge gemaach huet, fir de Familljen d'Liewe méi einfach ze maachen, wéi duerch d'Aféierung vum Congé parental, vun der Deelzäitarbecht, de Chèques services, den Ausbau vun de Betreuungsstrukture fir Kanner an eelere Leit.

E Problem bleift weiderhin dee sougenannten „gliesene Plaffong“, dat heescht den Netzou-



gang fir Fraen zu Féierungspositiounen an, am Fall wou, déi manner héich Pai. Laut engem Bericht vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun placéiert Lëtzebuerg sech op der 84. Plaz vun 108 Länner, wat d'Proportioun vu Fraen op mëttleren an héijere Kaderposten ugeet. Och d'Representatioun vun de Fraen an de private Verwaltungsréit läit nëmme bei 20% an déi bei vun der Bourse cotéierte Betriber bei 12%. Insgesamt steet awer och do de Stat besser do an ass zënter 2015 vu 27% op 32% vum Stat genannte weiblech Administrateuren eropgaangen. An deem insgesamten Prozentsatz vu Fraen an deene Gremie läit awer nëmme bei 25,66%.

Här President, d'CSV begréisst, dass mer haut d'Lounglächheet fir Fraen a Männer fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht an engem neie Kapitel am Aarbechtsgesetzbuch verankeren. De Rapporteur Marc Angel, deem ech och heimat Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport, deem huet eis dat och alles am Detail erkläert, dofir ginn ech och net méi op déi Detailfroen an.

Jiddefalls hofft d'CSV, dass déi méi genee Beschreiwung vun den Elementer vun engem gläichwäertege Loun d'Akloe fir déi betraffe Frae méi einfach mécht. An och begrësse mer, dass d'Sanktiounen fir Patronen effikass an ofschreckend sinn.

D'Ëmsetzung vum Gesetz steet a fält awer och mat der ITM, oder éischter „ITRAM“, der Gewerbeinspektioun also. Si war bis elo schonn och mat där Kontroll do beoptragt, domat awer zimlech iwwerfuert. Et sinn och keng Donnéeën do, wivill Plainté gemaach goufen.

Mir hunn déi Diskussioun och gehat an der Aarbechts- a Beschäftigungskommissioun den 30. Mee, wou ech als Invitée deräi war, mä bedauerlecherweis war de Procès-verbal vun där Sitzung nach net approuvéiert, wat eigentlech och net Usus ass, wann e Projet zur Ofstëmmung virläit.

D'ITM huet d'Recht, Abléck an d'Paieren ze kréien. Mä alles ze kontrolléieren, och d'Primmen, huet den Här Minister gemengt, géif se net packen. Och kee Wonner mat all deenen neie Missiounen, déi se derbäikritt, a mat iwwer 32.000 Betriber, déi mer hunn!

Ausserdeem ka se och nëmmen intervenéieren, wann déi betraffe Persoun dat och wëllt. D'Fro ass: Trauen déi Persounen sech den elo éischter, Plainte ze féieren? Kënnt eventuell eng speziell Ulaafplaz op d'ITM fir dës Problematik? A wéi kommen d'Delegatiounen aus der Zweckmillchen eraus, dass d'Gehälter eigentlech ënnert d'Berufsgesheimnis falen a si jo eigentlech do elo net ganz vill Handhab hunn?

Här President, d'CSV hofft och, dass d'Opwärtung vun den „actions positives“ duerch dat heite Gesetz e Plus bréngt. Laut där neier administrativer Praktik muss de Betrib dokumentéieren, dass en engersäits déi intern Lounglächheet kontrolléiert huet, mat Hëllef vun dem Schwäizer Lounglächheitsinstrument Logib, ouni awer d'Léin offenzeleeën, an anerersäits, dass e sech konkret Objektivier op zwee Joer gesat huet, fir méi Fraen an Entscheidungsgrerien ze féideren.

D'CSV begréisst dës weiderhi fräiwëlleg Initiativ a wërfst zugläch d'Fro op, wéi verschidden Avisen: Sinn déi administrativ Oploen net ze vill eng Laascht fir d'Betriber? A risquéiere se net och, éischter e Schoss no hannen ze ginn? A wat geschitt, wann déi Objektivier net erreecht sinn?

Dës positiv Aktiounen, déi goufe schonn ënnert de Virgänger-CSV-Ministesch Marie-Josée Jacobs a Françoise Hetto fir d'Betriber lancéiert. An zënter 2001 (veuillez lire: 2011) si se op de Stat, an 2012 op d'Gemengen ausgeweit an hunn och hir Preuvé gemaach.

Hunn dës positiv Aktiounen genuch Visibilitéit no baussen, fir och weider Betriber ze motivéieren? Misst d'Regierung net och e weideren Incentive ginn, zum Beispill duerch d'Berücksichtigung vun Entrepreneuren, déi de Label „actions positives“ hunn, bei öffentliche Ausschreibungen?

D'CSV ënnerstëtzt jiddefalls eng differenziéiert Approche, déi op den Dialog mat de Betriber setzt an déi zu enger gesonder Mëschung, zu enger Diversitéit vu kompetente Leit op allen Niveauen an der Entreprise féiert, dat an engem selwer bestëmmten, awer natierlech net ze luese Rhythmus a mat där néideger Flexibilitéit jee no Secteur.

Wat d'Quoten an de Verwaltungsréit a bei der Bourse cotéierten Entrepreneuren ugeet, ënnerstëtzt d'CSV d'Direktiv Reding. Mat der Datenbank vum Female Board Pool, déi potenziell

Kandidatinnen aus diverse Beräicher oplécht - och vun der fréierer Ministesch Hetto initiiert -, dierf jiddefalls kee Betrib méi soen, et géife keng kompetent Frae méi ze fanne si fir an d'Verwaltungsréit. A gradesou wichteg ass awer och eng Vernetzung vun de Fraen.

D'CSV mengt un éischter Stell, de Stat sollt op eng kohärent Aart a Weis mam Beispill virgoen. An ech zitieren hei meng Fraktiounskollegin Martine Hansen am Kader vun der Debatt zum Gesetzesprojet iwwert de Fonds national de la recherche am Secteur public: „Ech wëll awer nach emol drop hiweisen, datt mir als CSV - sou wéi och de Conseil d'Etat - et besser fonnt hätten, wann Der een allgemengt Gesetz fir all d'Établissement-publicke gemaach hätt, fir eben ze verhënnern, datt mer all eenzelt Gesetz mussen upassen, respektiv fir ze verhënnern, datt dës Saach emol eng Kéier kéint an engem Gesetz vergiess ginn.“ Enn vum Zitat. Esou dann och elo effektiv kierzlech geschitt beim Gesetzesprojet zu deem neie Fonds du logement, well do hat d'Regierung vergiess, hiren eegene Regierungsprogramm ëmsetzen. A mir hunn natierlech als Oppositioun do misen drop opmierksam maachen.

Dofir meng Fro: Hätt d'Regierung hei net besser, op deem dote Punkt ëmzedenken?

Här President, wäert Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauchen eng gesellschaftlech Gesamtstrategie an eng Betriebskultur net fir d'Fraen, mä fir dass eis 50% vun den Talenter net verluer ginn.

Geet den „Girls' Day - Boys' Day“ fir d'Berufsorientierung duer? Wéi kënne mer d'Fraen op méi zukunftsorientéiert Aarbechtspazen, zum Beispill am Beräich vun der Wëssenschaft, an der Informatik, an der Kommunikatiounstechnologie, besser orientéieren? Wat maache fir e besseren Zougang zur Weiterbildung an zu der beruflecher Emorientierung?

Wier et sënnavoll, eng Sensibilisatioungscampagne ze maachen an de Betriber, fir déi nei gesetzlech Moossname virstellen? Wéi kréie mer d'„work-life balance“ hi fir Fraen a Männer, an zwar esou, dass se de Choix hunn, fir hiert Berufs- a Familjeliewe selwer ze organisieren? Dozou gehéieren ënner anerem eng ugepassten Aarbechtszäitorganisatioun an och méi Männer, déi sech an d'Care-Aarbecht investéieren.

Ass d'Potenzial vun de Kollektivverträge genuch ausgenutzt? Europäesch gesinn ass a Betriber, wou Kollektivverträge bestinn, d'Gehaltsdifferenz tëschent Männer a Fraen nëmlech vill manner héich. An ech verweisen hei och op déi juristesche Studie vum Viviane Ecker zu deem Thema. Missten d'Sozialpartner net hei e bësse méi op déi Problematik sensibiliséiert a forméiert ginn?

Vu dass och den Här Minister dovun ofgesäit, fir den Aktionsplang Égalité obligatoresch fir d'Betriber mat iwwer 50 Ugestallten anzeféieren, sollt een net en einfacht Instrument schafen, mat deem sech d'Geschlechtsneutralitéit besser iwwerpräiwen an och regelméisseg suivéiere léisst? Am Ausland gëtt et scho verschidden esou Modeller. Misst een net d'Informatioun vun den Delegierten an de Gläichstellungsdelegierte verbessern? Si hunn d'Urecht op Donnéeën, déi no Geschlecht ventiléiert sinn.

Dat beschte Gesetz notzt näischt, wann net eng allgemeng Bewusstseinsbildung souwuel bei de Betriber wéi an der Gesellschaft zesumme mat de Männer stattfënn. Stereotypen an déi klassesch Rollenverständnisse tëschent Mann a Fra sinn awer nach ëmmer déif verankert. Schon oft hu mer an dësem héijen Haus iwwert dat Thema geschwat, an et wier ze vill schéin, wann et haut fir d'Lescht néideg gewiescht wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun hat schonn den 11. Januar - an de Rapporteur ass drop agaangen - eng Spléckung vum virleiende Gesetzesprojet ugefrot, well en eigentlech zwee ganz verschidden Themefelder beréiert, och wann déi allen zwee eppes mat Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra ze dinn hunn. Mä mir haten awer och, muss ee soen, net déi néideg Explikatiounen an der Chancëgläichheitskommissioun zum Volet Aarbecht kritt, mat der Remarque, dofir wier eigentlech den Aarbechtsminister zoustänneg.

Dofir huet och d'CSV gemengt, et wier da besser, wann d'Aarbechts- a Beschäftigungskommissioun sech direkt ganz géif mat deem Volet do befaassen.

D'Regierung huet awer ënnerstrach, an de Rapporteur huet et gesot, et wier de politesche Wonsch, fir déi zwee Voleten an engem Gesetz ze regruppéieren, an d'Aarbechtskommissioun sollt just mat engem Avis saisiéiert ginn. D'Majoritéit huet awer am Ufank dat esou duergestallt, wéi wann d'Aarbechtskommissioun selwer sech op dës Volet vun der Égalité des chances opmierksam gemaach hätt.

D'CSV begréisst zwar, dass et zu engem Avis hei vun der Commission du Travail koom, mä féint awer nach wie vor, dass et besser gewiescht wier, déi zwee Voleten vun der Aarbecht a vun der Geschlechterklausel bei de politesche Wahlen getrennt ze behandelen.

An dofir huet d'CSV-Fraktioun och ugefrot, Här President, fir herno separat iwwert deen éischten Artikel ofzestëmmen.

An elo dann zum Filetsstéck vun dem Regierungsprogramm: „Quota or not quota, that's the question!“, fir et mam Shakespeare ze soen. Zu bal kengem Thema hu sech d'Geslechter méi gescheet, souguer ënnert de Majoritéitsparteien, an zu bal kengem Thema ass zënter Jore méi Tënt gefloss wéi zum Thema Geschlechterquot an am Speziellen zum Fraendeel op de Kandidatelschte vun de Parteien.

D'Propos vun der Regierung huet dann och am Ufank fir e regelrechte Gambia-Theater gesuergt: Cocasse jiddefalls d'Chamberspetitioun géint d'gesetzlech Quoten, ugestiwwelt vun LSAP-Politiker, déi hirer eegener Ministesch an de Réck gefall sinn, a wou sech och nach d'Jongdemokrate mat an d'Boot huele gelooss hunn. Grad esou cocasse en Artikel am „Land“ vun engem héijen DP-Parteimandataire, deem ënner anerem vun „Afentheater“ geschwat huet.

Wat war do gemengt? Et muss een dach soen, déi dach fir Männer liicht provokant - hei ass se - ...

(Mme Sylvie Andrich-Duval montre une documentation.)

...a mat Statsgelder bezuelten „Afegläichstellungscampagne“ vum zoustännegen Ministère.

Nach méi cocasse d'Ausso vun engem Member vun der DP-Fraktioun op dëser Tribün bei engem Débat iwwert d'Proposition de loi 6586 vum honorabelen Här Kartheiser, d'DP wier kee grouse Frënd vu Quoten a si geséich et net als erstriewenswäert, fir intern Quoten an der Partei anzusetzen.

Wéi dat dann elo geet, wann haut - viraussichtlech, et weess ee jo ni! - d'Gesetz gestëmmt gëtt? Dann hätt d'DP jo wuel nach ëmmer keng intern Quot, mä wat mécht se da mat der gesetzlecher Quot? Dat ouni schizophren ze ginn?

Wuelverstanen...

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).- Den Owend hu mer e Gesetz, Madamm Andrich! Den Owend hu mer e Gesetz!

► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- Très bien!

Wuelverstanen...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Här President, huet d'Madamm Loschetter d'Wuert gefrot?

► Plusieurs voix.- Ooh!

► Une voix.- Oh la la!

► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- Wuelverstanen, d'Fakte weise ganz kloer, dass d'Bedelegung vun de Fraen un de politeschen Entscheedungen verbessert muss ginn. Mat 17 Fraen duerch d'Noréckelen an der Chamber - soss wieren et der nëmme 14 - leie mer mat e bësse méi wéi 28% am europäesche Ranking op 20. Plaz.

► Une voix.- Maja!

► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- Ee vun de Vizepresidenten an der Chamber ass eng Fra. A vun 23 Chamberskommissiounen ginn der 6, also grad e Véierel, vu Frae presidiéiert.

(Interruption)

Mat 2 Frae vu 6 Lëtzeburger Gewielten am Europaparlament komme mer genee op en Drëttel.

(Interruption)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Am Moment huet just d'Madamm Andrich d'Wuert.

► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- Merci, Här President.

► M. Gast Gibéryen (ADR).- Hutt Der héieren, Madamm Loschetter?!

(Hilarité)

► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- Mat 4 Frae vun 18 Regierungsmemberen...

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Och Dir, Här Gibéryen!

► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- ...si mer bei 22% a leien elo no der Demissioun vun enger Ministesch e gutt Stéck ënnert der EU-Moyenne vu 26%. Mat 13% Buergermeeschteren, mat engem Fënneftel Schächinnen, mat engem Véierel Gemengeconseillären a last but

not least mat 6 weibleche Memberen am Statsrot vun 21 ka kee behaupten, dat wier top!

D'Regierung huet awer keng kohärent Approche bei der Aféierung vu Geschlechterklauselen an ass sech net konsequent. An d'CSV huet drop higewisen. Dofir hu sech eben net nëmmen d'CSV, mä och souguer eng Rei honorabel DP-Deputéiert gewonnen.

Firwat net och bei de Gemengewahlen? Firwat sech do just op eng Sensibilisierungscampagne limitéieren? Déi vun der LSAP mat der „Madame on tour“ mat der Posch, déi ass jiddefalls jo direkt als sexistesch, plakativ Campagne verstane ginn.

(Interruption)

Firwat net och d'Regierung oder am Statsrot? Bei der Reform vum Statsrot ass zwar eng Mindestzuel vu 7 Persounen vum ënnerrepräsentéierte Geschlecht virgesinn, mä et war jo awer d'Regierung, déi se jo scho wollt virdrun ëmsetzen, ier d'Reform votéiert wier!

(Interruption)

An amplaz Politspillercher mat der ADR ronderëm d'Besetzung vun där héijer Kierperschaft hätt jo näischt verhënnert, dass déi gréng Partei, wéi se um Tour war, Fraen an d'Renne geschéckt hätt, statt dräi Männer. D'autant plus, wou jo déi gréng eng Geschlechterquot fir de Statsrot an hirem Wahlprogramm virgesinn hunn.

► M. Roy Reding (ADR).- Très bien!

► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).- D'CSV huet kee Gesetz gebraucht a brauch och keent, fir eng politesch Quoteregulierung anzeféieren. Si huet schonn 2001, als éischt vun de grouse Parteien, eng bindend Geschlechterklausel vun engem Drëttel an hire Statuten agefouert, an dat net nëmme fir Chambers- an Europawahlen, mä och fir d'Gemengewahlen an och fir d'Parteigremien. A beim leschte Statutekongress ass dës Regulierung op e fakultativen Niveau vu 40% eropgehuewe ginn.

D'CSV ass also der Meenung, dass all Partei sech soll hiren eegene Profil ginn, a setzt op fräiwëlleg Quoten. Si ass also net géint de Prinzip vun de Quoten. Et ass och guer net esou kloer erweisen, dass déi néng europäesch Länner, déi gesetzlech Quoten hunn, am Fong herno besser domadder stinn.

D'CSV ass awer gradesou der Meenung, dass eng Geschlechterklausel ëmmer nëmme kann en Instrument sinn um Wee zur Chancëgläichheet. Déi jonk Generatioun Frae verléiert gären aus den Aen, dass dat net alles esou selbstverständlech ass an och net war. Dofir déi ëfters pejorativ Konnotatioun vu Quotefraen.

Et geet wuelverstanen drëms - an och de Rapporteur huet drop higewisen -, kompetent a gläich qualifizéiert Frae während enger Iwwergangszeit ze féideren. Do dernieft ass e Package vu Moossnamen néideg, fir déi existent Hürden ze iwwerwannen, wéi en Nowuessprogramm fir jonk Fraen a Männer, politesch Formatiounen fir Fraen a Männer, Mentoring vu potenzielle Kandidatinnen, besser Vernetzung a Visibilitéit an de Medien. Och dat ass d'CSV amgaangen ëmsetzen. A virun allem ka se schonn zënter Joren op eng staark Fraenorganisatioun, d'CSF, zielen, déi dat alles mat ugestouss huet.

D'CSV hat d'Remarque vum Statsrot opgeworf, firwat d'Regierung dann net eise Wahlsystem carrément op de Leescht géif huelen, well do hunn och aner Länner aner Weeër fonnt, fir och zum Beispill Strofe virzugesinn, als Beispill, wann een do d'Plaze vun der Lëscht eidel stoe léisst. Dat ass nëmmen eng vun de Méiglechkeeten.

Ofgesinn dovunner ass d'CSV awer der Meenung, dass et besser wier, de Parteien e positive finanziellen Incentive ze ginn, amplaz finanziell ze strofen, wa se d'Quot net anhalen, mä hinne dann, wéi gesot, en Incentive ze ginn.

Ech erënneren och drun, dass dat och souguer am Koalitiounsprogramm vun der viregter Regierung virgesi war. Do war d'LSAP jo och dran, wann ech mech gutt erënneren.

Op de Virstouss vun der CSV hin huet d'Chancëgläichheitsministesch gemengt, eis Gesetzgebung wier eben esou opgebaut, dass, wann ee sech net drun hält, et ebe Strofe gëtt.

Déi Meenung kann ech zwar net deelen, Madamm Minister, well mir hunn och eng Rei Gesetzter, wou de Stat eppes belount, wann d'Objektivier erreecht ginn. Dat ass zum Beispill de Fall beim Pacte Logement, wou et Finanzsprëtze gëtt, wann d'Bevëlkerung e bësse méi séier wiisst; als Beispill gesot. Et ass e politesche Choix, et ass schonn ugeklongen. Awer et ass och net deen eenzege Wee.

Och de Premierminister huet d'leschte Kéier bei der Overture vun der Europäescher Männerkonferenz gesot, fir d'Regierung wier et normal, Fraen a Männer mat op d'Lescht ze



huelen, aner Partie wëlt méi wéi dat Normalt maachen, andeems se Primme géife ginn, wann ee Frae mat op d'Lëscht hält, firwat een da misst eppes belounen, wat normal ass. D'Regierung géif strofen, wann dat Normalt net agehale géif ginn.

Mä ech froen d'Demokratesch Partei: Wat ass dann elo fir si dat Normalt? Well, liesen ech dach an deem virdrun zitëierten „Land“-Artikel, ech zitëieren: „Quoten waren für die Demokratische Partei nie die optimale Lösung, um der geschlechtsspezifischen Ungerechtigkeit zu begegnen.“ Dann, e bësse méi wäit: „Bei den Koalitionsverhandlungen zur blau-rot-grünen Regierung reagierte die DP auf die Entwicklungen im internationalen, vor allem im europäischen Umfeld, wandte sich von ihrer ursprünglichen Position ab und akzeptierte eine gesetzliche Quotenreglung für Verwaltungsräte und Parteilisten. Bei 40% liegt demnach das anvisierte Ziel der Regierung.“ An elo kënnt et: „Auch hat sich die Demokratische Partei damit einverstanden erklärt, ein ausgeglichenes Geschlechterverhältnis auf Wahllisten finanziell zu fördern. Also umso irritierend ist deshalb der rezente Vorstoß des Chancengleichheitsministeriums anzusehen, bei der Parteienfinanzierung Kürzungen bis zu 75% vorzunehmen, sollten die vorgeschriebenen Quoten nicht eingehalten werden. Eine solche Regelung - die JDL bezeichnet sie in ihrer Pressemitteilung als „populistisch“ - erscheint mir allerdings ein äußerst diskriminatorischer Eingriff in die organisatorische Freiheit der Parteien und ihrer Sektionen. Sie läuft Gefahr, im Namen des schönen Mammons die Falschen in der Politik zu fördern.“ Enn vum Zitat.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- Dat erkläert also, firwat mir ëmmer gemenzt hunn, an der Chancëgläichheetskommissioun séize Membere vun enger anerer DP wéi déi vun de Regierungsmembere! An duerch dësen interne Koalitionsdruck, hu mer verstanen,...

(Hilarité générale)

...ass d'Chancëgläichheetsministesch schlussendlech derzou komm, fir musse Waasser an hire Wäin ze schëdden. An dofir déi Iwwergangsfrist, fir dass déi finanziell Strofen eréischt voll spille...

(Interruption)

...bei deenen iwwernächste Wahlen.

D'CSV huet an der Kommissioun eng Alternativ virgeluecht an den 28. Juni Amendementer abruucht, déi awer vun der Majoritéit, de Rapporteur huet et gesot, verworf goufen.

Ech wëll, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV-Amendementer awer hei nach eng Kéier abrëngen an och zum Vott stellen, an deemno sollen déi Parteien, déi eng Geschlechterquot vu mindestens engem Drëttel erfëllen, also eng deementspreechend finanziell Ënnerstëtzung kréien, net op Basis vum Parteifinanzierungsgesetz, mä op Basis vum ofgeännerte Wahlgesetz vum 18. Februar 2003. An do soll den Artikel 93 en neien Abschnitt bäikréien: Wat eng Partei méi no bei de Sockel vu 40% kënnt, wat d'Majoritioun op der Dotatioun fir d'Wahlkampfkäschte méi héich gëtt.

Fir d'Chamberswale kann et deemno en Opschlag gi vu 5% bis 25% ab 20 bis 24 Kandidaten, wann iwwert déi véier Wahlbezierker d'national Moyenne erreecht ass.

Fir d'Europawahlen, mat engem eenzege Wahlbezierk, géifen dat 12,5% ausmaache fir e Minimum vun engem Drëttel bis 40%, wat a béide Fäll zwee Kandidaten ausmécht.

Dat wier also direkt gekoppelt un d'Wahlen a géif och nëmmen all fënnf Joer erfalen. Dat wier eng ganz moderéiert Ausgab, well et geet jo net drëms, fir d'Parteikeesen ze fëlle respektiv Fraen „ze kafen“ oder Abus mam Budget ze bedreiwen. An dat ass also a kuerzen Zich déi Alternativ, déi d'CSV proposéiert huet. An dofir déposieren ech déi och nach eng Kéier, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Villmools Merci.

Amendement 1

L'intitulé du projet de loi est remplacé par l'intitulé suivant:

«Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Aselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg»

Amendement 2

L'article 2 est remplacé par la disposition suivante:

«L'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Aselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg, point 1. est complété par un nouvel alinéa c) qui prend la teneur suivante:

c) Le montant total de la dotation telle que résultant des points a) et b) est augmenté de:

- 5% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 20 candidats de chaque sexe

- 10% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 21 candidats de chaque sexe

- 15% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 22 candidats de chaque sexe

- 20% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 23 candidats de chaque sexe

- 25% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 24 candidats de chaque sexe»

«L'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Aselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg, point 2. est complété par un nouvel alinéa c) qui prend la teneur suivante:

c) Le montant total de la dotation telle que résultant des points a) et b) est augmenté de 12,5% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 2 candidats de chaque sexe.»

Exposé des motifs

Le CSV s'est engagé à promouvoir une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans tous les domaines et tous les niveaux de la société.

Ainsi, une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans les organes de prise de décision politique ainsi qu'un accès plus équitable et une meilleure participation des femmes aux structures du pouvoir et aux processus décisionnels est un objectif déclaré de longue date du CSV.

Le CSV a en effet depuis longtemps inscrit dans ses statuts le principe d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes. Il s'est engagé volontairement et sans que le législateur ait besoin d'intervenir dans cette voie. Les statuts du CSV prévoient, en ce qui concerne plus précisément les listes des candidats pour les élections législatives, les élections européennes et, qui plus est, pour les élections communales que chaque sexe doit bénéficier d'une représentation obligatoire d'au moins 33% sur les listes en question. Le CSV est allé au-delà en fixant un seuil facultatif de 40% de représentation de chaque sexe pour ces mêmes élections. Si ce seuil est facultatif, il n'en demeure pas moins que ce seuil représente pour le CSV un objectif qu'il souhaite atteindre. A noter également que cette mesure ne peut être considérée comme une mesure isolée, mais constitue un élément parmi d'autres afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes tant au sein d'un parti qu'au sein de la société.

Le Gouvernement entend promouvoir la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans la sphère de la prise de décision politique en proposant l'instauration d'un quota obligatoire de 40% du sexe sous-représenté sur les listes électorales et la mise en place de sanctions financières en cas de non-respect des minima imposés. Le CSV est d'avis que cette stratégie ne constitue pas la meilleure voie pour parvenir à une représentation plus égalitaire des hommes et des femmes en politique.

Le CSV est et reste, au contraire, convaincu que les quotas minima décidés volontairement par les organes internes des partis politiques feront davantage avancer la question de la parité entre les sexes dans la sphère politique que des proratas imposés obligatoirement par le législateur. En fixant volontairement des seuils de représentation minimaux, un parti politique prend un engagement auquel il croit foncièrement. Il mettra, dès lors, cette décision en œuvre sans faux-semblants.

Alors que le CSV est, à côté du parti politique déi gréng, le premier des grands partis à avoir inscrit le principe d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans ses statuts et que cette représentation équilibrée est dans les faits loin d'être atteinte, le CSV est convaincu qu'il faut promouvoir une représentation plus proportionnée au niveau de la sphère politique. Pour le CSV, il s'agit d'amener les partis politiques à adopter dans leurs statuts des dispositions analogues, par exemple à celles auxquelles lui-même est soumis.

Dans cette logique, et en l'absence d'une réflexion plus approfondie sur le système électoral au Luxembourg, le CSV propose de mettre en œuvre non pas un système de pénalités en cas de non-respect des quotas minima pour chaque sexe, système qui ne garantirait nullement un changement de comportement des partis vis-à-vis de la nécessité d'une représentation politique plus équilibrée, mais un système qui incite de manière positive les partis politiques à œuvrer pour une meilleure représentation.

La proposition du CSV consiste à majorer les montants que les partis politiques se voient allouer dans le cadre de la loi électorale de 2003 telle que modifiée. Il nous semble plus logique de prendre comme base la loi électorale de 2003 plutôt que la loi sur le financement des partis politiques de 2007 dans la mesure où il s'agit de garantir un meilleur équilibre entre les candidats et les candidates au niveau des listes électorales établies à l'occasion d'élections. La majoration est échelonnée en fonction du pourcentage minimum de candidats/candidates que les partis politiques présenteront sur les listes à l'occasion des élections législatives et européennes.

Afin d'éviter que la promotion d'une meilleure représentation ne devienne un enjeu financier et soit utilisée par les partis politiques pour renflouer leurs caisses, il est évident que les éventuelles majorations ne sauraient être allouées que tous les cinq ans au moment des élections législatives. En outre, leur montant doit être fixé de manière équilibrée afin de constituer un incitatif pour les partis politiques à présenter des listes plus proportionnées en évitant toutefois toute sorte d'abus et de répercussions exagérées sur le budget de l'État. Les amendements proposés tiennent compte de ces exigences.

Commentaire de l'amendement 1:

En raison de l'objet de l'amendement 2 portant modification d'une loi différente de celle de la proposition gouvernementale, à savoir de la loi électorale et non de la loi portant réglementation du financement des partis politiques.

Commentaire de l'amendement 2:

L'amendement a pour objet de modifier l'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 en introduisant un nouveau montant supplémentaire sur le montant total de la dotation destinée à couvrir des frais des campagnes électorales à allouer aux partis et groupements politiques. Ce nouveau montant est accordé lorsqu'ils respectent, en outre des conditions prévues par ladite loi, la présentation d'un minimum d'un tiers de candidats de chaque sexe sur les listes à présenter pour les élections législatives et européennes. Il s'agit d'un système de majoration progressif proportionnel aux candidats du sexe sous-représenté en supplément au minimum du tiers exigé. Le tableau de correspondance «pourcent - personnes physiques» est le même que celui proposé par le projet de loi gouvernemental.

Pour ce qui est des listes de candidats aux élections législatives, la majoration du montant passe progressivement de 5% pour atteindre 25% pour une proportion de 40% de candidats de chaque sexe. Est exigée la présentation d'un minimum de 33,33% de candidats de chaque sexe sur les listes de chacune des quatre circonscriptions. Au-delà, jusqu'à l'atteinte de l'objectif de 40%, le paramètre utilisé pour le contrôle sera la moyenne des candidatures du sexe sous-représenté figurant sur les listes présentées dans les quatre circonscriptions électorales.

En ce qui concerne la liste de candidats aux élections européennes dans la circonscription nationale unique, une majoration unique de 12,5% est accordée pour le minimum exigé d'un tiers de candidats jusqu'à l'atteinte de la proportion de 40%, ce qui équivaut dans les deux cas à un nombre absolu de 2 candidats.

(s.) Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gasch, Martine Mergen, Laurent Zeimet.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- An ech froen, dass nach eng Kéier kann driwwer ofgestëmmt ginn. A vläicht kënne jo d'Kolleege vun der DP oder nach aner Kolleege sech och gären deenen Amendementer do vun der CSV ralliëieren, déi mer dann nach eng Kéier hei zum Vott stellen.

D'CSV stoung a steet fir eng Politik, déi d'Fraen aktiv fërdert, an dat op allen Niveauen an an alle Gesellschaftsberäicher. Virun allem ass e

Bewosstsäinswandel néideg, an dee Wee mussen mer zesumme mat de Männer goen. D'Halschlecht vun den Talenter, d'Halschlecht vun der Verantwortung, jo! Dat geet awer net mat der Briechstaang, soss riskéiert net nëmmen den „gliesene Plaffong“, a Schierbelen ze goen.

Eng méi héich Proportioun vun de Kandidatinnen op de Wahllëscht vun de Parteien heescht jo och net automatesch, dass méi Frae gewielt ginn. Quot hin Quot hier, leschtendlech müssen d'Fraen, wéi gesot, gewielt ginn, an do behale selbstverständlech d'Wielerinnen an d'Wieler dat lescht Wuert.

Ech kann hinne just hei e Wuert vun der Madamm Michelle Bachelet, der fréierer Presidentin vum Chile, mat op de Wee ginn...

(Interruption)

Pardon, jo, nees Presidentin!

...mat op de Wee ginn: «La politique gagne en qualité quand il y a des femmes.»

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Andrich.

4. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat

Ier ech d'Wuert weiderginn, wollt ech nach léif Gäscht bei eis begrëissen.

Chers collègues, j'ai le plaisir de saluer cordialement la présence sur notre tribune d'honneur d'une délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Madame Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

Chère Madame, c'est un honneur pour nous et un privilège de vous accueillir ainsi que votre délégation à cette séance publique de la Chambre des Députés. Je vous souhaite encore un agréable séjour et de bons échanges entre votre sénat et notre parlement. Merci d'être venus.

(Applaudissements)

Voilà, léif Kolleegen, da géife mer weiderfuere mat eisen Diskussiounen. An als nächst huet d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP d'Wuert. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

5. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite)

Discussion générale (suite)

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, dëst Gesetz verfollegt zwee Prinzipien, déi menger Partei, der LSAP, enorm wichteg sinn: Gerechtegkeet an Egalitéit. D'Gläichstellungspolitik hei am Land ass kee Randthema. Dat ass erfreenlech. An dat weist och d'Ministesch vun der Egalitéit mat dem ambitiësen Aktionsprogramm, dee sougutt déi gläichberechtegt Participatioun vu Fra a Mann an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft wëllt verbesseren, wéi och d'Visibilitéit vu Fraen am effentleche Raum.

An et ass erfreenlech, dass mer endlech légifërëieren, konkret Mesuren huelen an net nëmmen driwwer diskutëieren.

Déi Instrumenter, déi mer eis elo wëlle ginn, waren och Bestanddeel aus dem Wahlprogramm vu menger Partei. Fir eis huet Chancëgläichstellungspolitik en héije Stellenwäert. Nëmmen eng gläichgestallte Gesellschaft ass eng modern Gesellschaft. Nëmmen eng gläichgestallten Economie ass eng zukunftsfest Economie. An dofir brauche mer kloer Regele fir d'Politik a fir d'Economie.

A mir deele sécherlech net d'Ausso, déi viru jore vun enger Associatioun, déi iwwregens nëmmen aus engem Geschlecht bestanen huet, gemaach gouf, dass hei am Land eng feministesch Politik mat männerfeindlechen Auswierkunge géif praktizéiert ginn.

(Interruption)